

reste, une preuve nouvelle et surabondante que la situation réelle de l'empereur était parfaitement connue depuis plusieurs jours dans les régions officielles. En apprenant le nom des défenseurs demandés par l'infortuné monarque, le Père Fischer avoua avec embarras que, dans la prévision du procès, il s'était adressé par avance à un autre avocat, M. Eulalio Ortega, lequel avait accepté la mission qui lui était proposée. L'adjonction de M. Ortega à la défense ne fit aucune difficulté ; mais la précaution prise par le secrétaire particulier de l'empereur était une édifiante révélation, de la part d'un homme qui collaborait chaque jour aux mensonges de la presse officieuse.

Aussitôt après avoir pris connaissance de la dépêche impériale, le baron Magnus adressa à l'homme qui osait conserver le titre de lieutenant de l'empire la demande du laisser-passer nécessaire à sa sortie de la place, avec les avocats qu'il emmenait. Marquez n'osa refuser ; mais il apporta encore un nouveau délai à ce départ, déjà retardé de deux jours par son fait. Il avait été convenu avec le général Diaz que les batteries assiégeantes suspendraient leur feu dans l'après-midi du 31 mai, pour permettre au ministre de Prusse et à ses compagnons de voyage de franchir les lignes. Cet arrangement s'étant ébruité, nombre de familles voulurent essayer de le mettre à profit pour fuir une ville où régnaient la misère, la terreur et le désespoir. Il en résulta qu'une foule énorme de

personnes de toutes classes, les unes en voitures ou à cheval, les autres à pied, s'amoncèla aux abords de la porte désignée pour la sortie. Instruit du fait, Marquez fit prévenir M. Magnus que le départ était renvoyé au lendemain matin. Ce fut une journée perdue pour rien. L'éveil était donné et les gens qui avaient hâte de quitter Mexico n'en étaient pas à un dérangement près. La multitude des fugitifs se retrouva à son poste de la veille, quand le diplomate prussien et les défenseurs se présentèrent pour sortir. Alors surgit une autre difficulté. Les assiégeants, n'ayant pas été prévenus du changement de programme, avaient rouvert le feu. Il fallut envoyer, sous la pluie des projectiles, un parlementaire qui demanda en même temps le passage pour tout le monde, et l'obtint pour quelques-uns. Le reste dut attendre que M. Mariano Riva Palacio eût rejoint Porfirio Diaz, qui, sur ses instances, consentit à élargir la permission. L'exode se poursuivit librement durant le reste de la journée, sans autres restrictions que celles qu'y mirent les chefs d'avant-poste du côté des assiégés.

Parmi les personnes qu'empêcha de sortir une consigne inexplicable, figurait M. le baron de Lagò, ministre d'Autriche, qui ne parvint à s'échapper de la capitale que plusieurs jours après et par une voie détournée. Plus heureux, le chargé d'affaires de Belgique, M. Hoorickx, se glissa inaperçu au fond d'une voiture remplie de dames dont les robes étalées le cachaient. M. Dano avait inutilement

revendiqué le droit et continua à demander sans plus de succès les moyens de se rendre aussi à Queretaro. Il fut suppléé par M. Forest, notre ancien consul à Mazatlan, que les défenseurs purent emmener comme leur secrétaire. Quant au Père Fischer, le refus péremptoire d'un passeport par le général Diaz le contraignit à rester dans Mexico.

On s'imagine sans doute que, pour le coup, tout est fini. Quelle incertitude le général Marquez et M. Lacunza peuvent-ils, je ne dirai pas conserver, mais alléguer touchant le sort de l'empereur ? Lui-même ne vient-il pas de constater qu'il est captif, accusé, en péril de mort ? On sait de plus, par la lettre de M. Vicente Riva Palacio, qu'il a invoqué l'acte d'abdication éventuelle laissé à Mexico. Rendre cet acte public, abandonner toute prétention de résistance au nom d'un gouvernement qui a disparu avec son chef, les mandataires du souverain n'ont plus d'autre devoir devant eux. Ce devoir est d'autant plus sacré que, s'il reste une chance de sauver la vie du prince prisonnier, elle est dans une cessation immédiate de la lutte. Toute prolongation de ce qui n'est plus désormais qu'une guerre civile sans motif légitime retombera fatalement sur sa tête. Mais qu'importe aux prétendus impérialistes dont l'unique objet, depuis Orizaba, a été d'abriter leurs desseins personnels derrière le drapeau impérial ? L'accomplissement de ces desseins, dont ils ne désespèrent pas encore,

demande que Mexico tienne à toute extrémité¹ ; cela suffit ; ils ne s'arrêtent pas aux conséquences inévitables de leur obstination, pour le trop faible souverain dont ils ont capté et exploité la confiance.

Tandis que les hommes de cœur qui vont disputer à la mort l'accusé de Queretaro se mettent en route pour accomplir leur triste et stérile mission, le *Boletín oficial* du général Marquez réitère l'affirmation que l'empereur victorieux s'avance au secours de la capitale :

« Déjà, dit-il, Sa Majesté est près de Mexico, à la tête de son héroïque armée, avec tous ses convois. » Le lendemain, il ajoute : « L'heureuse nouvelle se confirme de plus en plus. On explique que la marche de l'armée impériale est lente en raison de ses lourds convois et des obstacles nombreux qu'elle a à vaincre sur sa route. Avant peu nous saluerons dans notre belle capitale cette vaillante armée et notre illustre souverain. » Vingt-quatre heures plus tard, l'empereur est signalé au Penon, à deux lieues de Mexico !

Et cela continuera ainsi pendant trois semaines, — trois semaines de mensonge en permanence de la part du soi-disant gouvernement, trois semaines d'angoisses, de tortures et d'alertes quotidiennes pour la population.

1. On verra plus tard à quelle combinaison secrète se rattachait l'opiniâtreté du général Marquez.

Il n'y a plus dans la ville ni pain, ni maïs, ni riz, ni charbon. L'eau se fait rare. Cafés, restaurants, débits de comestibles, tout est fermé. On voit des femmes et des enfants tomber d'inanition au milieu de la rue. Le rapport des commissaires constate, dans l'espace de trois jours, soixante-six cas de mort par la faim. La foule commence à assaillir les magasins. La misère est telle, en un mot, qu'elle touche le cœur de l'assiégeant; le général Diaz se relâche des rigueurs de l'investissement et fait laisser, chaque matin pendant deux heures, le passage libre aux malheureux qui demandent à sortir de cet enfer. Dans les hôpitaux et les prisons, des journées entières se passent sans nourriture pour les malades et les détenus. La troupe est à peine mieux partagée; la plupart du temps les soldats en sont réduits à chercher leur subsistance comme ils peuvent. La cavalerie nourrit ses chevaux avec des feuilles d'arbre et parfois avec des copeaux.

Rien n'y fait. Marquez continue de gouverner et d'extorquer au nom de l'empereur. Au nom de l'empereur, il arrache un jour 750,000 francs à la maison Barron; un autre jour 500,000 francs à la maison Beistegui. Au nom de l'empereur, ses émissaires pénètrent de vive force partout où l'on croit trouver quelque chose à prendre et prennent ce qu'ils trouvent. Au nom de l'empereur, on arrête les habitants les plus honorables, on les enferme sans leur donner même une chaise pour s'asseoir,

on les met au régime de la diète forcée, jusqu'à ce qu'ils se décident à payer rançon¹. Ce ne sont plus des réquisitions, ce ne sont plus des contributions ou des emprunts forcés; ce sont les procédés de grand chemin transformés en moyens administratifs et mis en pratique avec la sanction du lieutenant de l'empire.

Au dehors, la canonnade s'est rapprochée et gronde maintenant presque sans interruption. Les assiégeants sont littéralement aux portes de la ville. Pour y entrer, il leur suffirait de le vouloir et l'on sent que la patience commence à échapper à leur chef lui-même. Chaque soir, on se demande anxieusement si l'assaut ne va pas être pour la nuit suivante. Plus que jamais, les suites en seraient terribles; pourtant l'existence est devenue tellement intolérable qu'on n'est pas éloigné de le souhaiter pour en finir.

Le 9 juin, on crut toucher au dénouement. Le bruit d'une fusillade nourrie, mêlée aux détonations de l'artillerie, éclata au milieu du silence des dernières heures de la nuit et alla grandissant à mesure que le jour se fit. Vers cinq heures du matin, il n'y avait plus à douter qu'une action sérieuse ne fût engagée du côté de la route de Puebla. La population, groupée sur les terrasses

1. Comme certains détails peuvent paraître incroyables, je citerai le nom de M. Bennecke, que son titre de consul de Prusse ne parvint pas à exempter de traitement: il n'obtint d'être relâché qu'en payant 30,000 francs.

des maisons, se mit à suivre anxieusement les phases du combat qui allait probablement décider de son sort. Au nuage de fumée qui planait sur le champ de bataille, on ne tarda pas à reconnaître que l'engagement se livrait en dehors et à quelque distance des travaux de défense. Il ne s'agissait donc pas d'un assaut des assiégeants, mais d'une attaque dirigée contre les lignes ennemies par les assiégés. L'avantage paraissait d'abord se dessiner en faveur de ces derniers; mais au bout d'une heure on les vit reculer peu à peu. A huit heures, ils rentraient dans la ville. Les républicains, se bornant à les refouler, n'essayèrent pas de poursuivre leur avantage. L'affaire, d'ailleurs, avait été meurtrière de part et d'autre; l'infanterie autrichienne surtout avait grandement souffert.

Les soldats qui avaient pris part au combat confirmèrent la supposition d'une sortie. Ils révélèrent en outre que presque toute la partie de la garnison encore en état de combattre y avait pris part, que l'artillerie n'entraît que pour un très-faible appoint dans la composition de la colonne d'attaque et que Marquez commandait en personne. De ces détails et de la direction dans laquelle avait eu lieu la tentative, on inféra sans peine que le but du mouvement n'avait pu être ni de dégager la ville, ni de s'ouvrir la route de Queretaro, mais bien de se frayer un passage pour s'échapper du côté de Vera-Cruz, en abandonnant la capitale. Cette certitude porta au comble le

sentiment mêlé d'exaspération, de haine et de mépris sourdement amassé dans le cœur de la population tout entière, contre celui qui la vouait à de si cruelles et de si inutiles misères. Des placards menaçants furent affichés pendant la nuit: « Il faut, disait un de ces placards, il faut en finir avec l'homme qui, pour lui seul, fait souffrir toute une ville. Mort à Marquez! » L'écho ne manquait pas, mais il fallait un signal, et il ne se trouva personne pour le donner.

Les jours qui suivirent sont de ceux qui ne se racontent pas. Acculé, sans possibilité d'en sortir désormais, dans l'impasse où il s'était enfermé lui-même, déjoué dans son dernier effort pour s'en échapper, Marquez personnifiait véritablement le fauve dont la terreur populaire lui avait donné le nom¹. On l'aperçut deux ou trois fois, allant par les rues désertes, sombre, farouche, sondant du regard cette solitude désolée qui était son œuvre, et paraissant chercher par quels moyens il pourrait faire sentir encore le poids de son pouvoir expirant aux malheureux abrités derrière ces portes fermées. On s'attendait, d'une heure à l'autre, à voir sa fureur concentrée éclater en quelqu'une de ces extrémités désespérées qu'inspire la rage de l'impuissance. A cette appréhension, se joignait celle du déchaînement de

1. J'ai dit ailleurs comment, de son nom de Leonardo, on avait fait Leopardo.

l'émeute, dont les clameurs éclataient au milieu du silence de mort qui planait sur la capitale, chaque fois qu'on signalait un dépôt réel ou imaginaire de vivres à la foule affamée. A deux reprises déjà, on n'avait pu en avoir raison qu'en tirant sur elle. L'obscurité profonde où la ville demeurait plongée pendant la nuit, par suite du manque d'huile de schiste, qui servait d'ordinaire à l'éclairage, ajoutait encore au péril. Tenus sur un qui-vive perpétuel, tous ceux qui avaient quelque chose à défendre durent former une ligue secrète pour se prêter main-forte au cas d'une explosion soudaine. Deux centres de ralliement et de résistance, tenus en communication par des signaux convenus, furent établis à la banque anglaise et au consulat des Etats-Unis, où M. Otterbourg avait improvisé une sorte de garde composée d'une vingtaine de ses compatriotes. De plus, le général Diaz avait fait savoir que, dans un cas extrême, il se tiendrait prêt à intervenir, dès que le drapeau américain arboré ou une fusée lancée du consulat lui en donnerait le signal. Mais il était permis de se demander si un tel remède ne viendrait pas ajouter au mal. On n'eut heureusement pas à y recourir. Malgré tous les motifs qui la rendaient imminente, la terrible éventualité d'une guerre des rues ne vint pas du moins s'ajouter à tant d'autres calamités.

Avant le dénouement, toutefois, le plus étrange des intermèdes devait encore faire diversion pen-

dant quelques heures à la consternation universelle. Au moment où le son du tocsin était le seul qu'on attendît, les cloches de la cathédrale se mettent à lancer leurs plus joyeuses volées ; les fanfares de la musique militaire éclatent dans les rues ; des groupes bruyants mais pacifiques, composés principalement d'employés du gouvernement, se répandent par la ville, faisant partir des pièces d'artifices et poussant des vivats enthousiastes. Quelle heureuse nouvelle célèbre-t-on ainsi ? Une affiche officielle ne tarde pas à l'apprendre au public. Cette affiche reproduit la communication suivante, adressée par le général Tabera à l'adjudant-général de l'armée de défense :

« Mexico, 15 juin 1867.

« Son Excellence le lieutenant de l'empire me fait savoir ce qui suit, en date de ce jour, neuf heures du matin :

« Excellence, hier soir, à dix heures et demie, « s'est présenté à moi le général Manuel Ramirez « Arellano, venant du camp de S. M. l'empereur, « après avoir perdu quatre jours à Tacubaya, où « il a dû se tenir caché.

« Ledit général m'a donné l'heureuse nouvelle « que l'armée impériale de Querétaro est en « marche pour venir au secours de la capitale, « sous le commandement du souverain, qui bien- « tôt sera en vue et tombera sur l'ennemi.

« Faites connaître cette heureuse nouvelle par
« un ordre général extraordinaire à l'armée et par
« une affiche spéciale au public. Ordonnez, en
« outre, qu'on la célèbre par des sonneries de
« cloches et de musique militaire. »

« Veuillez prendre vos dispositions conformé-
« ment à ce que me prescrit cette communication.

« Le général en chef,

« RAMON TABERA. »

On a vu la date : 15 juin. L'empereur, dont on annonçait l'approche, n'était plus seulement prisonnier; il était condamné à mort; il devait être fusillé le lendemain!

Dans l'inqualifiable imposture ainsi lancée au milieu de la population de Mexico, il n'y avait qu'un détail exact, et ce détail même ajoutait à l'odieux de la comédie sacrilège que Marquez ne craignait pas de jouer sur le cercueil déjà prêt à recevoir le cadavre du malheureux Maximilien. Le général Arellano était effectivement parvenu à pénétrer dans la capitale sous le costume d'un charbonnier indien; mais, loin d'apporter les nouvelles qu'on mettait dans sa bouche, il avait confirmé comme témoin oculaire la chute de Queretaro, où il commandait l'artillerie; il avait raconté la captivité de l'empereur et donné les détails du procès, recueillis pendant son séjour forcé dans le camp des assiégeants. M. Arellano a

essayé plus tard d'expliquer par quelles considérations Marquez, malgré sa répugnance, l'avait décidé à devenir le complice de la plus infâme des manœuvres. Rien ne saurait l'excuser. Quant à Marquez lui-même, cette nouvelle insulte à la vérité en même temps qu'au malheureux prince dont il se disait le représentant, ne fut que le digne couronnement du système qu'il suivait depuis des semaines. Tout lui était bon, dès qu'il s'agissait de gagner quelques jours.

On aura peine à le croire; mais telle est l'influence d'une assertion audacieuse que, malgré la certitude depuis longtemps acquise à l'endroit des événements de Queretaro, une partie de la population se demanda sérieusement ce qu'elle devait croire et si la comédie, le mensonge, l'échafaudage de fausses nouvelles n'étaient pas du côté des juaristes. Par contre, grande fut l'indignation parmi ceux pour qui ne pouvaient faire doute ni la triste réalité, ni le caractère et le but de l'acte de Marquez. M. Otterbourg crut devoir demander, par l'intermédiaire du général O'Horan, des explications sur les intentions ultérieures du lieutenant de l'empire; il reçut une réponse insolente, qui faillit être suivie d'un ordre d'arrestation. Une réunion, tenue au consulat américain, agita alors la question de savoir s'il ne valait pas mieux, à tous risques, demander au général Diaz d'entrer dans la ville que de rester plus longtemps sous un régime qui marchait d'énormités en

énormités. De l'aveu de tout le monde, il n'y avait plus de ménagements à garder ; cependant, on recula devant la responsabilité que les conséquences d'une pareille résolution pouvaient faire peser plus tard sur ceux qui l'auraient provoquée.

On sut bientôt, heureusement, qu'après s'être procuré un dernier répit vis-à-vis de la population par l'imposture du 15, Marquez comprenait lui-même l'impossibilité de se maintenir plus longtemps et faisait sous main les préparatifs d'une nouvelle sortie, qui serait un départ définitif. Pendant quarante-huit heures, ses agents redoublèrent de violences pour réunir en argent, en hommes et en chevaux valides, tout ce que pouvait encore fournir une ville plus qu'épuisée. L'indiscrétion d'un officier, qui alla prendre cougè de sa maîtresse, révéla le but de cet effort suprême et la date fixée pour la sortie. Elle devait avoir lieu dans la nuit du 17 au 18 juin ; mais un vent impétueux, accompagné d'une pluie diluvienne, força de la remettre au lendemain. Ce retard la fit avorter et modifia le dénouement.

Dans la journée du 18, en effet, le colonel Kevenhuller reçut une lettre du baron de Lago, revenu de Queretaro à Tacubaya. Le ministre autrichien, après avoir mis son compatriote au courant de la situation, lui faisait comprendre que son devoir était de ne pas s'associer plus longtemps à la conduite de Marquez. Il ajoutait que le général Diaz se montrait disposé à laisser

partir librement les étrangers qui, ayant combattu jusque-là sous le drapeau de l'empire, déposeraient immédiatement les armes. Le colonel notifia, en conséquence, au général O'Horan qu'il ne fallait plus compter sur son concours, non plus que sur celui de sa légion. Le commandant Chenet, averti, fit une déclaration analogue au nom de la guérilla française. Avec la garnison affaiblie de ces deux contingents, il ne fallait plus penser à franchir les lignes ennemies, encore moins à tenir la campagne, en admettant qu'on fût parvenu à les traverser. La journée se passa en irrésolutions.

Le général O'Horan, comprenant à son tour que tout était fini, voulut se donner vis-à-vis du parti juariste, qui avait longtemps été le sien, le mérite d'une démarche spontanée. Il fit demander au commandant en chef de l'armée assiégeante, par l'entremise de M. Otterbourg, une entrevue secrète qui lui fut accordée et qui eut lieu à deux heures du matin, dans la nuit du 18 au 19. Sur sa déclaration qu'il était prêt, en ce qui le concernait, à faire cesser la résistance dès qu'il saurait d'une manière précise à quoi s'en tenir sur le compte de l'empereur, le général Diaz lui mit sous les yeux les documents du procès de Queretaro et la dépêche officielle annonçant que, presque à cette heure même, l'arrêt de mort devait recevoir son exécution. O'Horan se retira en donnant sa parole que, si Marquez s'obstinait plus

longtemps, il saurait le mettre de côté. Rentré dans la ville, il alla en effet trouver le général Tabera d'abord, puis le colonel Kevenhuller, et se rendit avec eux chez Marquez. Celui-ci s'inclina avec moins de difficulté qu'on ne l'aurait supposé devant la notification comminatoire qui lui était faite, et convoqua pour trois heures de l'après-midi un conseil de tous les généraux, en annonçant qu'il irait le présider. On l'attendit toutefois vainement¹; il se borna à envoyer un billet ainsi conçu :

« Comme il est prouvé que l'empereur est prisonnier, je soussigné cesse d'être chargé de la lieutenance de l'empire.

« MARQUEZ. »

Délivrés du maître qui leur imposait ses volontés et qui les avait, par un ascendant inexplicable, rendus si longtemps complices de ses desseins particuliers, les officiers supérieurs commandant à divers titres dans Mexico se prononcèrent à l'unanimité pour l'ouverture des pourparlers de capitulation avec l'assiégeant.

1. Personne, à partir de ce moment, ne sut dire ce qu'était devenu l'ancien lieutenant de l'empire. Ce fut seulement bien des mois plus tard qu'on entendit parler de sa présence à la Havane. Rien n'a jamais transpiré sur la manière dont, après avoir échappé à toutes les recherches, il parvint à sortir de Mexico d'abord, du pays ensuite.

Cette même après-midi, le *Boletín oficial* publiait son dernier numéro en tête duquel on lisait :

« Nous n'avons point de nouvelles positives. L'absence de communications où vit la place assiégée ne permet pas de savoir ce qui se passe au delà des portes. Toutefois, on dit dans le public que l'armée impériale a commencé à arriver à Toluca. *Nous espérons avoir sous peu des détails relatifs à la marche de Sa Majesté.* »

On était au 19 juin. L'empereur avait été fusillé le matin même à Queretaro !